

REPUBLIQUE DU BENIN

MINISTERE DE L'AGRICULTURE,  
DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE

LE CABINET

# ARRETE

ANNEE 2005 N° 0115/MAEP/D-CAB/SGM/DA/RIH/DPLR/SA

PORTANT ATTRIBUTIONS, ORGANISATION ET  
FONCTIONNEMENT DE LA DIRECTION DE LA  
PROMOTION ET DE LA LEGISLATION RURALES (DPLR)

LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ELEVAGE ET DE LA  
PECHE,

- Vu la Loi n° 90-32 du 11 décembre 1990, portant Constitution de la République du Bénin,
- Vu la Proclamation le 03 avril 2001, par la Cour Constitutionnelle, des résultats définitifs de l'élection présidentielle du 22 mars 2001,
- Vu le Décret n° 2004-252 du 04 mai 2004, fixant la structure type des Ministères,
- Vu le Décret n° 2005-052 du 04 février 2005, portant composition du Gouvernement,
- Vu le Décret 2005-192 du 14 avril 2005 portant attributions organisation et fonctionnement du Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche
- Vu l'Ordonnance n°59/PR/MDRC du 28 décembre 1966, portant Statut Général de la Coopération,
- Vu le Décret n° 72-81 du 08 avril 1972, portant création du Fonds d'Aide et de Soutien aux Coopératives,
- Vu l'Arrêté n° 510/MDR/DC/CC/CP du 27 septembre 1997, portant création, attributions et fonctionnement du Comité National et des Comités Techniques Départementaux de Suivi des activités de transfert de compétences aux organisations paysannes,
- Vu l'Arrêté n° 1148/MAEP/DCAB/SGM/DA/CSRH/SA du 02 décembre 2002, portant attributions, organisation et fonctionnement de la Direction de la Promotion et de la Législation Rurales,

Sur proposition du Directeur de la Promotion et de la Législation Rurales,

RECEVU  
LE 11/02/06  
A 12H00  
LE 11/02/06  
A 12H00

## ARRETE

### TITRE I : DE LA MISSION ET DES ATTRIBUTIONS

**Article 1 :** La Direction de la Promotion et de la Législation Rurales a pour mission de définir la politique de l'Etat en matière de promotion des sociétés coopératives, des groupements économiques d'initiative commune, des organisations professionnelles agricoles et autres institutions rurales, des activités des jeunes ruraux et des femmes rurales et de veiller à son application.

Ses attributions comprennent :

- la préparation des éléments nécessaires à l'élaboration ou à la mise à jour de la législation foncière rurale ;
- la vulgarisation et le suivi de la mise en œuvre de la législation foncière rurale ;
- la promotion, le suivi et l'analyse de l'évolution des sociétés coopératives, des organisations professionnelles agricoles et de leurs unions ;
- la contribution à l'élaboration de mesures politiques, juridiques, sociales et économiques favorisant le développement, la diversification des activités et l'extension des sociétés, des organisations professionnelles agricoles et de leurs unions, en vue d'apporter un meilleur soutien à la production agricole ;
- l'étude des conditions de vie et de travail des jeunes ruraux et des femmes rurales et la proposition de mesures de tous ordres favorisant la promotion et le développement de leurs activités économiques ainsi que l'amélioration de leur condition sociale ;
- l'élaboration de propositions favorables à la création d'exploitations agricoles et d'activités rurales, en rapport avec les productions agricoles en accordant une attention particulière aux femmes et aux jeunes ruraux ;
- la mise en œuvre des mesures propres à faire respecter les textes législatifs et réglementaires régissant les organisations professionnelles agricoles (OPA) ;
- la contribution à l'élaboration de la politique agricole en matière d'appui aux organisations professionnelles agricoles ;
- la contribution à la diffusion et à la circulation de l'information entre le Ministère et les organisations professionnelles.

### TITRE II : DE L'ORGANISATION ET DU FONCTIONNEMENT

#### CHAPITRE I : DE L'ORGANISATION

**Article 2 :** Pour accomplir sa mission, la Direction de la Promotion et de la Législation Rurales dispose de :

- un Secrétariat (Se),
- un Service Administratif et Financier (SAF),
- un Service de la Promotion des Sociétés Coopératives, des Organisations Paysannes et des Entreprises Rurales (SPOPER),
- un Service de la Promotion des Jeunes Ruraux (SPJR)
- un Service de la Promotion des Activités Féminines Rurales (SPAFR),
- un Service des Affaires Foncières et de la Législation Rurale (SAFLR),
- un Service du Suivi-Evaluation (SSE).

## **CHAPITRE II : DU FONCTIONNEMENT**

### **SECTION I : DU SECRETARIAT (Se)**

**Article 3** : Le Secrétariat assure l'ensemble des tâches liées aux correspondances administratives.

A ce titre, il est chargé de :

- assurer la réception et l'envoi des messages ;
- rédiger le courrier ordinaire ;
- enregistrer les courriers à l'arrivée et au départ ;
- assurer la saisie des documents ;
- préparer le courrier à la signature du Directeur ;
- assurer la ventilation du courrier conformément aux annotations du Directeur ;
- assurer le classement des courriers et documents ;
- assurer la multiplication des documents ;
- exécuter toutes autres tâches confiées par le Directeur.

### **SECTION II : DU SERVICE ADMINISTRATIF ET FINANCIER (SAF)**

**Article 4** : Le Service Administratif et Financier assure l'ensemble des fonctions d'ordre administratif et financier de la direction.

A ce titre, il est chargé de :

- suivre la carrière du personnel ;
- assurer la gestion prévisionnelle des ressources humaines ;
- élaborer, en rapport avec les services compétents du Ministère, les états d'effectifs ;
- élaborer en rapport avec les autres services, les propositions budgétaires et exécuter le budget de fonctionnement de la direction ;
- gérer les ressources matérielles y compris le parc automobile ;
- gérer les ressources financières de la direction ;

- mobiliser avec les services compétents du ministère, les fonds et les valeurs pour le compte de la direction ;
- élaborer les engagements et les mandatements de dépenses ;
- tenir la comptabilité de la direction ;
- procéder aux inventaires et tenir le fichier des biens meubles et immeubles de la direction ;
- élaborer les plans d'action et les rapports périodiques d'activités du service ;
- élaborer le rapport d'exécution annuel du budget de la direction.

### **SECTION III : DU SERVICE DE LA PROMOTION DES SOCIÉTÉS COOPÉRATIVES, DES ORGANISATIONS PAYSANNES ET DES ENTREPRISES RURALES (SPOPER)**

**Article 5 :** Le Service de la Promotion des Sociétés Coopératives, des Organisations Paysannes et des Entreprises Rurales assure la promotion des institutions rurales, des organisations paysannes et des sociétés Coopératives.

A ce titre, il est chargé de :

- mettre au point les instruments appropriés et mobiliser les moyens nécessaires à la mise en œuvre au suivi et à l'évaluation des politiques, programmes et projets de promotion et de développement des organisations paysannes, des entreprises rurales et des sociétés coopératives ;
- initier les projets de textes législatifs et réglementaires relatifs aux organisations paysannes, entreprises rurales, sociétés coopératives et assurer le contrôle de leur application ;
- élaborer et mettre en œuvre des programmes de recherche en matière coopérative en liaison avec les institutions compétentes ;
- apporter aux structures déconcentrées du ministère, aux Organisations Non Gouvernementales (ONG) et autres structures privées, l'appui technique en matière d'éducation, de formation coopérative et de conseil en gestion des organisations paysannes et sociétés coopératives ;
- étudier les demandes d'agrément déposées par les organisations à vocation coopérative ;
- tenir et mettre à jour les bases de données sur l'évolution du mouvement coopératif au plan national et international ;
- assurer le contrôle de la gestion et l'audit annuel des sociétés coopératives, des organisations paysannes et des entreprises rurales ;
- assurer aux coopératives et aux organisations paysannes la formation en matière de gestion administrative, financière et matérielle ;
- élaborer les plans d'action et les rapports périodiques d'activités.

#### **SECTION IV : DU SERVICE DES AFFAIRES FONCIERES ET DE LA LEGISLATION RURALE (SAFLR)**

**Article 6 :** Le Service des Affaires Foncières et de la Législation Rurale assure la mise en œuvre de la législation foncière,

A ce titre, il est chargé de :

- étudier les différents régimes fonciers ruraux et proposer les politiques ainsi que les textes législatifs et réglementaires subséquents ;
- suivre et évaluer la mise en œuvre des textes juridiques en matière foncière ;
- connaître les litiges et contentieux fonciers des organisations paysannes rurales et procéder aux arbitrages nécessaires ;
- tenir et mettre à jour les bases de données sur l'évolution du foncier rural ;
- élaborer les plans d'action et les rapports périodiques d'activités ;

#### **SECTION V : DU SERVICE DE LA PROMOTION DES ACTIVITES FEMININES RURALES (SPAFR)**

**Article 7 :** Le Service de la Promotion des Activités Féminines Rurales assure la promotion des activités socio-économiques des femmes rurales.

A ce titre, il est chargé de :

- assurer la mise en œuvre des politiques sectorielles pour la promotion de la femme rurale en relation avec les autres structures concernées ;
- mettre en œuvre les stratégies de BEIJING au niveau du secteur rural ;
- participer au suivi et à l'élaboration de la mise en œuvre des programmes et projets de promotion des activités féminines rurales ;
- proposer les mesures socio-économiques et les textes juridiques nécessaires à la mise en œuvre des stratégies, programmes et projets de promotion des femmes rurales et en évaluer les moyens ;
- définir en liaison avec les institutions intervenant dans la promotion de la femme rurale, des stratégies efficaces de communication et de diffusion des informations ;
- suivre et évaluer en liaison avec les structures concernées, les institutions de coopération et les organisations non gouvernementales, les programmes et projets mis en œuvre au profit des femmes rurales ;
- élaborer les plans d'action et les rapports périodiques d'activités.

## SECTION VI : DU SERVICE DE LA PROMOTION DES JEUNES RURAUX (SPJR)

Article 8 : Le Service de la Promotion des Jeunes Ruraux assure la promotion de l'entrepreneuriat agricole et des jeunes en milieu rural.

A ce titre, il est chargé de :

- proposer les politiques, les programmes et projets d'insertion des jeunes dans l'activité économique nationale ;
- suivre et évaluer l'exécution des programmes et projets en collaboration avec les structures concernées, la création, la gestion des exploitations agricoles, para-agricoles des jeunes diplômés sans emploi désireux de faire carrière dans l'agriculture ;
- élaborer les plans d'action et les rapports périodiques d'activités.

## SECTION VII : DU SERVICE SUIVI-EVALUATION (SSE)

Article 9 : Le Service Suivi-Evaluation assure le suivi-évaluation des activités de la Direction.

A ce titre, il est chargé de :

- collecter, centraliser, analyser et assurer la diffusion des informations sur le mouvement coopératif ;
- participer à l'élaboration des indicateurs de performances relatifs aux activités de la Direction ;
- organiser de façon périodique des enquêtes et des sondages sur le terrain ;
- suivre et évaluer de concert avec les autres Services, l'impact des activités de mise en œuvre de la politique de l'Etat en matière de promotion des sociétés coopératives, des groupements économiques d'initiative commune et d'autres institutions rurales ;
- assurer l'élaboration des rapports de performance et du budget programme ;
- élaborer les plans d'actions et les rapports périodiques d'activités du service et de la Direction.

## TITRE III : DES DISPOSITIONS DIVERSES

Article 10 : La Direction de la Promotion et de la Législation Rurales est placée sous l'autorité d'un Directeur nommé par décret pris en Conseil des Ministres sur proposition du Ministre de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche.

Article 11 : Le Directeur de la Promotion et de la Législation Rurales peut être assisté d'un Adjoint nommé par arrêté du Ministre de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche.

**Article 12:** Chaque service de la Direction de la Promotion et de la Législation Rurales est placé sous l'autorité d'un Chef de Service, responsable devant le Directeur.

**Article 13:** Les Chefs de Service sont nommés par Arrêté du Ministre de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche sur proposition du Directeur de la Promotion et de la Législation Rurales.

**Article 14:** Les Chefs de Service sont aidés dans leur mission par des collaborateurs.

**Article 15:** Les collaborateurs sont nommés par Note de Service du Directeur de la Promotion et de la Législation Rurales sur proposition des Chefs de Service.

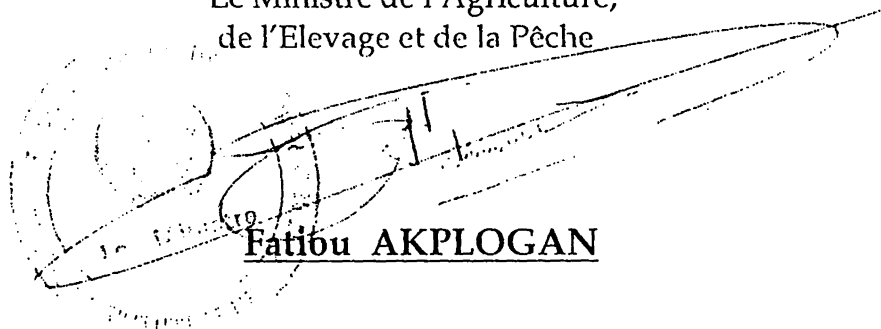
**Article 16:** Les attributions des collaborateurs sont définies par Note de Service du Directeur de la Promotion et de la Législation Rurales.

**Article 17:** Le Directeur de la Promotion et de la Législation Rurales est chargé de l'application du présent arrêté

**Article 18:** Le présent Arrêté, qui abroge toutes dispositions antérieures contraires, notamment celles de l'Arrêté n° 1148/MAEP/DCAB/SGM/DA/CSRH/SA du 02 décembre 2002, prend effet pour compter de sa date de signature et sera enregistré et publié au Journal Officiel de la République du Bénin.

Cotonou, le.....

Le Ministre de l'Agriculture,  
de l'Elevage et de la Pêche



**Fatibu AKPLOGAN**

**AMPLIATIONS :**

ORIGINAL 1, JORB 1, PR 1, SGG 1, CS 1, PG 1, MAEP 2, AUTRES MINISTERES 20, PREFECTURES 6, DIVI 1, SGM 1, CT/MAEP 4, DIRECTIONS CENTRALES 3, DIRECTIONS TECHNIQUES 9, CeRPA 6, DG/SOCIETES ET OFFICES 6, CHAMBRE D'AGRICULTURE 1, CHRONO 1, ARCHIVES 1.

# ORGANIGRAMME DE LA DIRECTION DE LA PROMOTION ET DE LA LEGISLATION RURALES (DPLR)

\*\_\*\_\*\_\*\_\*\_\*\_\*\_\*\_\*\_\*\_

